

Art. 4. Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 juin 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Communications et des Postes,  
Télégraphes et Téléphones,

H. DE CROO

Le Secrétaire d'Etat aux Postes,  
Télégraphes et Téléphones,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

F. 85 — 1169

25 JUIN 1985. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 26 février 1982 (1) en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 (2) fixant un tarif téléphonique social

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 (3) créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967 (4) et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983 (5);

Vu l'arrêté royal du 26 février 1982 (2) fixant un tarif téléphonique social, notamment les articles 6 et 8;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'Etat, notamment l'article 3;

Vu l'accord du Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones donné le 14 juin 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (6), notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980 (7);

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe, pour des raisons sociales et humanitaires, d'exécuter sans délai la mesure visée par l'arrêté royal du 14 juin 1985 modifiant l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social, afin d'accorder immédiatement ledit tarif téléphonique social à une catégorie de personnes qui en était exclue jusqu'à présent,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 février 1982 en exécution des articles 6 et 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social est complété comme suit :

« 4<sup>o</sup> de la (des) décision(s) judiciaire(s) ou administrative(s) d'où il ressort que son (ses) enfant(s) et/ou son (ses) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec lui est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections. »

Art. 2. Les annexes du même arrêté sont remplacées par les annexes au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1985.

Bruxelles, le 25 juin 1985.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

- (1) *Moniteur belge* du 27 février 1982.
- (2) *Moniteur belge* du 27 février 1982.
- (3) *Moniteur belge* du 2 août 1930.
- (4) *Moniteur belge* du 14 novembre 1967.
- (5) *Moniteur belge* du 18 janvier 1984.
- (6) *Moniteur belge* du 21 mars 1973.
- (7) *Moniteur belge* du 15 août 1980.

Art. 4. Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen en Posterijen,  
Telegrafie en Telefonie,

H. DE CROO

De Staatssecretaris voor Posterijen,  
Telegrafie en Telefonie,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

N. 85 — 1169

25 JUNI 1985. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 februari 1982 (1) tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 (2) tot vaststelling van een sociaal telefoontarief

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 (3) tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1967 (4) en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983 (5);

Gelet op het koninklijk besluit van 26 februari 1982 (2) tot vaststelling van een sociaal telefoontarief, inzonderheid op de artikelen 6 en 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het akkoord van de Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie gegeven op 14 juni 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (6), inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980 (7);

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het, om sociale en humanitaire redenen, noodzakelijk is de maatregel bedoeld door het koninklijk besluit van 14 juni 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief zonder verwijl uit te voeren, ten einde dit sociaal telefoontarief onmiddellijk toe te kennen aan een categorie van personen die er tot nog toe van uitgesloten was,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van het ministerieel besluit van 26 februari 1982 tot uitvoering van de artikelen 6 en 8 van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief wordt aangevuld als volgt :

4<sup>o</sup> de gerechtelijke of administratieve beslissing(en) waaruit blijkt dat zijn met hem samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren) voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen. »

Art. 2. De bijlagen van hetzelfde besluit worden vervangen door de bijlagen van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1985.

Brussel, 25 juni 1985.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

- (1) *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1982.
- (2) *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1982.
- (3) *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 1930.
- (4) *Belgisch Staatsblad* van 14 november 1967.
- (5) *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1984.
- (6) *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.
- (7) *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.

Régie des Télégraphes  
et des Téléphones

Annexe 1 — Recto

DECLARATION SUR L'HONNEUR

à compléter et à signer par les personnes qui ont 70 ans accomplis et qui sollicitent le tarif téléphonique social.

*Recommandation* : lisez attentivement les extraits des arrêtés royal et ministériel figurant au verso avant de commencer à remplir la présente déclaration.

Je, soussigné, (nom, prénoms et nationalité) .....  
déclare sur l'honneur :

1. que je suis né à ....., le .....
2. que je demeure à (commune) .....  
rue ..... n° .....  
et que ma résidence ne fait pas partie d'un hôtel, une maison de repos ou une autre forme de vie communautaire;
3. qu'à cette adresse :  
- j'habite seul (1);  
- je cohabite uniquement avec la (les) personne(s) mentionnée(s) ci-après (1) :

Nom et prénoms	Date de naissance	Lien de parenté avec le demandeur (le cas échéant)

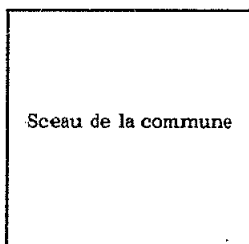
4. (le cas échéant) que mon (mes) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec moi :  
a) est (sont) orphelin(s) de père et de mère (1);  
b) m'a (ont) été confié(s) comme il apparaît de la décision judiciaire prise le (date) .....  
par (instance qui a pris la décision) ..... (1);
5. (le cas échéant) que mon (mes) enfant(s) et/ou petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec moi est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, ainsi qu'il ressort de la (des) décision(s) prise(s) le(s) (date(s)) ..... par (nom et adresse de l' (des) instance(s) qui a (ont) pris la (les) décision(s)) .....
6. que je suis déjà raccordé au réseau téléphonique sous le n° .....  
(seulement si le demandeur est déjà titulaire d'un raccordement téléphonique);
7. que le montant annuel de mon revenu brut, majoré du revenu brut de la (des) personne(s) qui cohabite(nt) avec moi, ne dépasse pas ..... F (2).

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 repris au verso.

Date et signature,

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(2) A partir du ..... ce montant est fixé à ..... F pour une personne seule.  
Ce montant est augmenté de ..... F par personne qui cohabite avec elle.



Je, soussigné, (nom et qualité du fonctionnaire communal) .....  
certifie l'exactitude des déclarations reprises ci-dessus sous les nos 1, 2, 3 et 4 a.

Date et signature,

*Extrait de l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social.*

Art. 2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique et l'installation doit être limitée à deux postes, simples ou adaptés au handicap du détenteur, avec éventuellement les accessoires nécessaires.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé, à sa demande, à toute personne :

1<sup>o</sup> âgée de 70 ans accomplis :

- habitant seule;
- cohabitant avec deux personnes au maximum. Cette (ces) dernière(s) doit (doivent) être âgée(s) de 65 ans accomplis.

Peuvent également cohabiter avec le bénéficiaire, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de fin de la scolarité obligatoire. Les petits-enfants doivent en outre être orphelins de père et de mère ou avoir été confiés aux grands-parents par décision judiciaire.

La limite d'âge fixée à l'égard de ses enfants et petits-enfants ne s'applique pas aux descendants qui sont atteints à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections;

2<sup>o</sup> atteinte d'un handicap d'au moins 80 % et âgée de 18 ans accomplis :

- habitant seule;
- cohabitant soit avec deux personnes au maximum, soit avec des parents ou alliés du premier ou du deuxième degré.

§ 2. Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du § 1<sup>er</sup>, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social.

Art. 5. Est considéré comme handicapé pour au moins 80 % celui qui a été reconnu tel par une décision judiciaire ou administrative.

Art. 7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

- 1<sup>o</sup> de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure;
- 2<sup>o</sup> de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;
- 3<sup>o</sup> de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;
- 4<sup>o</sup> d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

*Extrait de l'arrêté ministériel du 26 février 1982.*

Art. 2. Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique social doit prouver, en outre, qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

- 1<sup>o</sup> du carnet ou de la carte de membre de la mutualité ou de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité à laquelle il est affilié;
- 2<sup>o</sup> de la décision judiciaire ou administrative d'où il ressort qu'il est handicapé à 80 % au moins;
- 3<sup>o</sup> de la décision judiciaire par laquelle son (ses) petit(s)-enfant(s) lui a (ont) été confié(s);
- 4<sup>o</sup> de la (des) décision(s) judiciaire(s) ou administrative(s) d'où il ressort que son (ses) enfant(s) et/ou son (ses) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec lui est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 juin 1985.

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Regie van Telegrafie  
en Telefonie

VERKLARING OP DE EER

in te vullen en te ondertekenen door personen van ten volle 70 jaar die aanspraak maken op het sociaal telefoontarief.

*Aanbeveling* : lees aandachtig de op de versozijde voorkomende uittreksels uit het koninklijk en het ministerieel besluit vooraleer met het invullen van deze verklaring te beginnen.

Ik, ondergetekende, (naam, voornamen en nationaliteit) .....  
verklaar op mijn eer :

1. dat ik geboren ben te ..... op .....
2. dat ik woonachtig ben te (gemeente) .....  
straat ..... nr. ....  
en mijn verblijfplaats geen deel uitmaakt van een hotel, rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven;
3. dat ik op voornoemd adres :  
— alleen woon (1);  
— enkel samenwoon met de hiernavermelde perso(o)n(en) (1) :

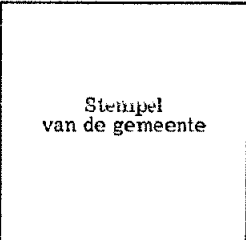
Naam en voornamen	Geboortedatum	Verwantschap met de verzoeker (bij voorkomend geval)

- 4 (bij voorkomend geval) dat mijn kleinkind(eren) dat (die) met mij samenwo(ont)(nen) :  
a) wees is (zijn) van vader en moeder (1);  
b) aan mij werd(en) toevertrouwd zoals blijkt uit de gerechtelijke beslissing getroffen op (datum) .....  
door (instantie van wie de beslissing uitgaat) ..... (1);
5. (bij voorkomend geval) dat mijn met mij samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren), zoals blijkt uit de beslissing(en) getroffen op (dat(um)(a)) ..... door (naam en adres van de instantie(s) van wie de beslissing(en) uitgaat(n)) ..... voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;
6. dat ik reeds aangesloten ben op het telefoonnet onder het nummer .....  
(alleen indien de verzoeker reeds houder is van een telefoonaansluiting);
7. dat het jaarbedrag van mijn bruto-inkomen, gevoegd bij dat van de met mij samenwonende perso(o)n(en), niet hoger is dan ..... F (2).

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het op de versozijde vermelde artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 na te leven.

Datum en handtekening,

- (1) Schrappen wat niet toepasselijk is.  
(2) Met ingang van ..... beloop dit bedrag ..... F voor een alleenwonende.  
Dit bedrag wordt met ..... F verhoogd voor elke met hem samenwonende persoon.



Ondergetekende, (naam en hoedanigheid van de gemeentelijke ambtenaar) .....  
.....  
bevestigt de juistheid van de verklaringen hierboven afgelegd onder de nrs. 1, 2, 3 en 4 a.

Datum en handtekening,

*Uittreksel uit het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief.*

Art. 2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken en de installatie moet beperkt zijn tot twee toestellen, enkelvoudige of aan de handicap van de houder aangepast, met eventueel de noodzakelijke toebehoren.

Art. 3. § 1. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon die :

1° de leeftijd van ten volle 70 jaar heeft bereikt en :

- alleen woont;
- samenwoont met ten hoogste twee personen. Deze laatste(n) moet(en) ten volle 65 jaar oud zijn.

Mogen eveneens met de begunstigde samenwonen, zijn kinderen en kleinkinderen die de ouderdom van het einde van de leerplicht niet hebben bereikt. De kleinkinderen moeten bovendien wees zijn van vader en moeder of bij gerechtelijke beslissing aan de grootouders zijn toevertrouwd.

De ten aanzien van zijn kinderen en kleinkinderen gestelde leeftijds grens, geldt niet voor descendenten die voor minstens 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

2° voor minstens 80 % gehandicapt is en ten volle 18 jaar oud is en :

- alleen woont;
- samenwoont, hetzij met ten hoogste twee personen, hetzij met bloed- of aanverwanten van de eerste of de tweede graad.

§ 2. Het bruto-inkomen van de genothaber, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van § 1 eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3 en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. Wonen in een hotel, een rusthuis of onder een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief.

Art. 5. Als voor minstens 80 % gehandicapt wordt aangezien hij die als zodanig is erkend bij een gerechtelijke of administratieve beslissing.

Art. 7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervalddag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. De genothaber van het sociaal telefoontarief moet :

- 1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaren zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;
- 2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;
- 3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;
- 4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. Het genot van het sociaal telefoontarief zal worden ingetrokken vanaf de eerste vervalddag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

*Uittreksel uit het ministerieel besluit van 26 februari 1982.*

Art. 2. Op verzoek van de Regie van Telegrafie en Telefonie moet de genothaber van het sociaal telefoontarief bovendien met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet inzonderheid door het vertonen van :

- 1° het boekje of de kaart van lidmaatschap van het ziekenfonds of de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering waarbij hij aangesloten is;
- 2° de gerechtelijke of administratieve beslissing waaruit blijkt dat hij voor minstens 80 % gehandicapt is;
- 3° de gerechtelijke beslissing waardoor zijn kleinkind(eren) aan hem is (zijn) toevertrouwd;
- 4° de gerechtelijke of administratieve beslissing(en) waaruit blijkt dat zijn met hem samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren) voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 juni 1985.

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Régie des Télégraphes  
et des Téléphones

DECLARATION SUR L'HONNEUR

à compléter et à signer par les handicapés qui sollicitent le tarif téléphonique social.

*Recommandation* : lisez attentivement les extraits des arrêtés royal et ministériel figurant au verso avant de commencer à remplir la présente déclaration.

Je, soussigné, (nom, prénoms et nationalité) .....  
déclare sur l'honneur :

1. que je suis né à ....., le .....
2. que je demeure à (commune) ..... n° .....  
rue .....  
et que ma résidence ne fait pas partie d'un hôtel, une maison de repos ou une autre forme de vie communautaire;
3. qu'à cette adresse :  
— j'habite seul (1);  
— je cohabite uniquement avec la (les) personne(s) mentionnée(s) ci-après (1) :

Nom et prénoms	Date de naissance	Lien de parenté avec le demandeur (le cas échéant)

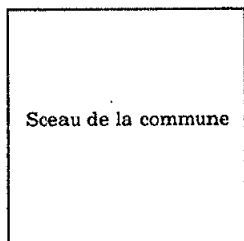
4. que je suis handicapé à ..... %, ainsi qu'il ressort de la décision prise le (date) .....  
par (nom et adresse de l'instance qui a pris la décision) .....
5. que je suis déjà raccordé au réseau téléphonique sous le n° .....  
(seulement si le demandeur est déjà titulaire d'un raccordement téléphonique);
6. que le montant annuel de mon revenu brut, majoré du revenu brut de la (des) personne(s) qui cohabite(nt) avec moi, ne dépasse pas ..... F (2).

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 repris au verso.

Date et signature,

(1) Biffer ce qui ne convient pas.

(2) A partir de ..... ce montant est fixé à ..... F pour une personne seule.  
Ce montant est augmenté de ..... F par personne qui cohabite avec elle.



Je, soussigné, (nom et qualité du fonctionnaire communal) .....  
certifie l'exactitude des déclarations reprises ci-dessus sous les nos 1, 2 et 3.

Date et signature,

*Extrait de l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social.*

Art. 2. Le tarif téléphonique social n'est valable qu'en régime d'abonnement ordinaire pour un raccordement normal. Le détenteur ne peut disposer que d'un seul raccordement téléphonique et l'installation doit être limitée à deux postes, simples ou adaptés au handicap du détenteur, avec éventuellement les accessoires nécessaires.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Le bénéfice du tarif téléphonique social peut être accordé, à sa demande, à toute personne :

1<sup>o</sup> âgée de 70 ans accomplis :

- habitant seule;
- cohabitant avec deux personnes au maximum. Cette (ces) dernière(s) doit (doivent) être âgée(s) de 65 ans accomplis.

Peuvent également cohabiter avec le bénéficiaire, ses enfants et petits-enfants qui n'ont pas atteint l'âge de fin de la scolarité obligatoire. Les petits-enfants doivent en outre être orphelins de père et de mère ou avoir été confiés aux grands-parents par décision judiciaire.

La limite d'âge fixée à l'égard de ses enfants et petits-enfants ne s'applique pas aux descendants qui sont atteints à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections;

2<sup>o</sup> atteinte d'un handicap d'au moins 80 % et âgée de 18 ans accomplis :

- habitant seule;
- cohabitant soit avec deux personnes au maximum, soit avec des parents ou alliés du premier ou du deuxième degré.

§ 2. Le revenu brut du bénéficiaire, cumulé avec le revenu brut des personnes qui cohabitent éventuellement avec lui en application du § 1<sup>er</sup>, ne peut dépasser les montants fixés conformément à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1981 fixant le montant annuel des revenus visés à l'article 25, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, et portant exécution de l'article 33, § 5, alinéa 3, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Art. 4. Habiter dans un hôtel, une maison de repos ou sous une autre forme de vie communautaire n'ouvre aucun droit au bénéfice du tarif téléphonique social.

Art. 5. Est considéré comme handicapé pour au moins 80 % celui qui a été reconnu tel par une décision judiciaire ou administrative.

Art. 7. Les personnes déjà reliées au téléphone qui remplissent les conditions fixées bénéficient du tarif téléphonique social à l'expiration de la première échéance de leur abonnement qui suit l'introduction de leur demande.

Art. 8. Le bénéficiaire du tarif téléphonique social est tenu :

- 1<sup>o</sup> de renouveler sa demande auprès de la Régie des Télégraphes et des Téléphones avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir du jour où ce tarif lui a été appliqué à la suite d'une demande antérieure;
- 2<sup>o</sup> de donner immédiatement connaissance à cette Régie du fait qu'il ne satisfait plus à une des conditions fixées dans le présent arrêté pour bénéficier du tarif en question;
- 3<sup>o</sup> de compléter immédiatement les débours auxquels il aurait échappé en bénéficiant indûment du tarif téléphonique social à la suite notamment d'une déclaration incomplète ou fautive à propos des conditions fixées;
- 4<sup>o</sup> d'autoriser la Régie, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à vérifier, soit auprès des autorités compétentes, soit dans sa demeure, s'il remplit réellement toutes les conditions fixées.

Art. 9. Le bénéfice du tarif téléphonique social est retiré à la première échéance de l'abonnement qui suit la date à laquelle il n'est plus satisfait aux conditions fixées.

*Extrait de l'arrêté ministériel du 26 février 1982.*

Art. 2. Sur demande de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, le bénéficiaire du tarif téléphonique social doit prouver, en outre, qu'il satisfait aux conditions fixées et ce au moyen de tout document jugé utile, notamment par la production :

- 1<sup>o</sup> du carnet ou de la carte de membre de la mutualité ou de la Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité à laquelle il est affilié;
- 2<sup>o</sup> de la décision judiciaire ou administrative d'où il ressort qu'il est handicapé à 80 % au moins;
- 3<sup>o</sup> de la décision judiciaire par laquelle son (ses) petit(s)-enfant(s) lui a (ont) été confié(s);
- 4<sup>o</sup> de la (des) décision(s) judiciaire(s) ou administrative(s) d'où il ressort que son (ses) enfant(s) et/ou son (ses) petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec lui est (sont) atteint(s) à 66 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 juin 1985.

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Regie van Telegrafie  
en Telefonie

VERKLARING OP DE EER

in te vullen en te ondertekenen door gehandicapten die aanspraak maken op het sociaal telefoontarief.

*Aanbeveling* : lees aandachtig de op de versozijde voorkomende uittreksels uit het koninklijk en het ministerieel besluit vooraleer met het invullen van deze verklaring te beginnen.

Ik, ondergetekende, (naam, voornamen en nationaliteit) .....  
verklaar op mijn eer :

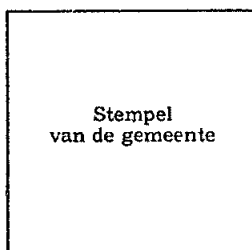
1. dat ik geboren ben te ..... , op .....
2. dat ik woonachtig ben te (gemeente) .....  
straat ..... nr. ....  
en mijn verblijfplaats geen deel uitmaakt van een hotel, rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven;
3. dat ik op voornoemd adres :  
— alleen woon (1);  
— enkel samenwoon met de hiernavermelde perso(o)n(en) (1) :

Naam en voornamen	Geboortedatum	Verwantschap met de verzoeker (bij voorkomend geval)

4. dat ik, zoals blijkt uit de beslissing getroffen op (datum) .....  
door (naam en adres van de instantie van wie de beslissing uitgaat) .....
- gehandicapt ben ten belope van ..... %;
5. dat ik reeds aangesloten ben op het telefoonnet onder het nummer .....  
(alleen indien de verzoeker reeds houder is van een telefoonaansluiting);
  6. dat het jaarbedrag van mijn bruto-inkomen, gevoegd bij dat van de met mij samenwonende perso(o)n(en), niet hoger is dan ..... F (2).
- Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het op de versozijde vermelde artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 na te leven.

Datum en handtekening,

- (1) Schrappen wat niet toepasselijk is.
- (2) Met ingang van ..... beloop dit bedrag ..... F voor een alleenwonende.  
Dit bedrag wordt met ..... F verhoogd voor elke met hem samenwonende persoon.



Ondergetekende, (naam en hoedanigheid van de gemeentelijke ambtenaar) .....  
.....  
bevestigt de juistheid van de verklaringen hierboven afgelegd onder de nrs. 1, 2 en 3.

Datum en handtekening,



*Uittreksel uit het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief.*

Art. 2. Het sociaal telefoontarief geldt uitsluitend onder het stelsel van het gewoon abonnement voor een normale aansluiting. De houder ervan mag slechts over één telefoonaansluiting beschikken en de installatie moet beperkt zijn tot twee toestellen, enkelvoudige of aan de handicap van de houder aangepast, met eventueel de noodzakelijke toebehoren.

Art. 3. § 1. Het voordeel van het sociaal telefoontarief kan op zijn verzoek worden genoten door ieder persoon die :

- 1° de leeftijd van ten volle 70 jaar heeft bereikt en :
  - alleen woont;
  - samenwoont met ten hoogste twee personen. Deze laatste(n) moet(en) ten volle 65 jaar oud zijn.

Mogen eveneens met de begunstigde samenwonen, zijn kinderen en kleinkinderen die de ouderdom van het einde van de leerplicht niet hebben bereikt. De kleinkinderen moeten bovendien wees' zijn van vader en moeder of bij gerechtelijke beslissing aan de grootouders zijn toevertrouwd.

De ten aanzien van zijn kinderen en kleinkinderen gestelde leeftijds grens, geldt niet voor descendenten die voor minstens 66 % getroffen zijn door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;

- 2° voor minstens 80 % gehandicapt is en ten volle 18 jaar oud is en :
  - alleen woont;
  - samenwoont, hetzij met ten hoogste twee personen, hetzij met bloed- of aanverwanten van de eerste of de tweede graad.

§ 2. Het bruto-inkomen van de genothebber, gecumuleerd met het bruto-inkomen van de personen die bij toepassing van § 1 eventueel met hem samenwonen, mag de bedragen niet te boven gaan die worden vastgesteld overeenkomstig artikel 1, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1981 ter bepaling van het jaarbedrag van de inkomsten welke bedoeld zijn in artikel 25, §§ 1, 2 en 3 en tot uitvoering van artikel 33, § 5, derde lid, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 4. Wonen in een hotel, een rusthuis of onder een andere vorm van gemeenschapsleven opent geen recht op het voordeel van het sociaal telefoontarief.

Art. 5. Als voor minstens 80 % gehandicapt wordt aangezien hij die als zodanig is erkend bij een gerechtelijke of administratieve beslissing.

Art. 7. De reeds op het telefoonnet aangesloten personen die aan de gestelde voorwaarden voldoen, genieten het voordeel van het sociaal telefoontarief na het verstrijken van de eerste vervaldag van hun abonnement die volgt op het indienen van hun verzoek.

Art. 8. De genothebber van het sociaal telefoontarief moet :

- 1° zijn verzoek bij de Regie van Telegrafie en Telefonie hernieuwen vooraleer drie jaren zullen verstreken zijn vanaf de dag dat op hem dit tarief ingevolge een vorig verzoek werd toegepast;
- 2° voornoemde Regie dadelijk kennis geven van het feit dat hij niet verder voldoet aan een van de in dit besluit gestelde voorwaarden om het voordeel van dat tarief te genieten;
- 3° onmiddellijk de bedragen bijpassen die hij door het ten onrechte genieten van het sociaal telefoontarief heeft ontdoken ten gevolge van onder andere een onvolledige of valse verklaring omtrent die voorwaarden;
- 4° de Regie ertoe machtigen om, telkens als zij het gepast acht, hetzij bij de bevoegde overheden, hetzij op zijn verblijf na te gaan of hij werkelijk aan al de gestelde voorwaarden voldoet.

Art. 9. Het genot van het sociaal telefoontarief zal worden ingetrokken vanaf de eerste vervaldag van het abonnement die volgt op de datum waarop niet meer wordt voldaan aan de gestelde voorwaarden.

*Uittreksel uit het ministerieel besluit van 26 februari 1982.*

Art. 2. Op verzoek van de Regie van Telegrafie en Telefonie moet de genothebber van het sociaal telefoontarief bovendien met alle dienstig geachte documenten bewijzen dat hij aan de gestelde voorwaarden voldoet inzonderheid door het vertonen van :

- 1° het boekje of de kaart van lidmaatschap van het ziekenfonds of de Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering waarbij hij aangesloten is;
- 2° de gerechtelijke of administratieve beslissing waaruit blijkt dat hij voor minstens 80 % gehandicapt is;
- 3° de gerechtelijke beslissing waardoor zijn kleinkind(eren) aan hem is (zijn) toevertrouwd;
- 4° de gerechtelijke of administratieve beslissing(en) waaruit blijkt dat zijn met hem samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren) voor minstens 66 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 juni 1985.

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Régie des Télégraphes  
et des Téléphones

TARIF TELEPHONIQUE SOCIAL  
RENOUVELLEMENT DE LA DECLARATION SUR L'HONNEUR

à compléter et à signer par le bénéficiaire qui renouvelle sa demande d'octroi du tarif téléphonique social.

Je, soussigné, (nom et prénoms) .....  
raccordé au réseau téléphonique sous le n° ..... déclare sur l'honneur

1. que je demeure à (commune) .....  
rue ..... n° .....  
et que ma résidence ne fait pas partie d'un hôtel, une maison de repos ou une autre forme de vie communautaire;
2. qu'à cette adresse :  
— j'habite seul (1);  
— je cohabite uniquement avec la (les) personne(s) mentionnée(s) ci-après (1) :

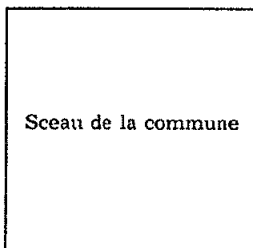
Nom et prénoms	Date de naissance	Lien de parenté avec le demandeur (le cas échéant)

3. (le cas échéant) que la décision judiciaire par laquelle mon (mes) petit(s)-enfant(s) m'a(ont) été confié(s) est toujours valable (2);
4. (le cas échéant) que mon (mes) enfant(s) et/ou petit(s)-enfant(s) qui cohabite(nt) avec moi est (sont) toujours atteint(s) à 86 % au moins d'insuffisance ou de diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections, ainsi qu'il ressort de la (des) décision(s) prise(s) le(s) (date(s)) ..... par (nom et adresse de l' (des) instance(s) qui a (ont) pris la (les) décision(s)) ..... (2);
5. que je suis toujours handicapé pour au moins 80 %, ainsi qu'il ressort de la décision prise le (date) ..... par (nom et adresse de l'instance qui a pris la décision) ..... (3);
6. que le montant annuel de mon revenu brut, majoré du revenu brut de la (des) personne(s) qui cohabite(nt) avec moi, ne dépasse pas ..... F (4).

Je m'engage à me conformer aux prescriptions de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 février 1982 fixant un tarif téléphonique social.

Date et signature,

- (1) Biffer ce qui ne convient pas.
- (2) A compléter uniquement par les bénéficiaires qui ont 70 ans accomplis.
- (3) Ne concerne que les handicapés temporaires.
- (4) A partir de ..... ce montant est fixé à ..... F pour une personne seule.  
Ce montant est augmenté de ..... F par personne qui cohabite avec elle.



Je, soussigné, (nom et qualité du fonctionnaire communal) .....  
certifie l'exactitude des déclarations reprises ci-dessus sous les nos 1 et 2.

Date et signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 25 juin 1985.

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Regie van Telegrafie  
en Telefonie

SOCIAAL TELEFOONTARIEF  
HERNIEUWING VAN DE VERKLARING OP DE EER

in te vullen en te ondertekenen door de genothebber die zijn verzoek om toekenning van het sociaal telefoontarief hernieuwt.

Ik, ondergetekende, (naam en voornamen) .....  
aangesloten op het telefoonnet onder het nr..... verklaar op mijn eer :

1. dat ik woonachtig ben te (gemeente) .....  
straat ..... nr.....  
en mijn verblijfplaats geen deel uitmaakt van een hotel, rusthuis of een andere vorm van gemeenschapsleven;
2. dat ik op voornoemd adres :  
— alleen woon (1);  
— enkel samenwoon met de hiernavermelde perso(o)n(en) (1) :

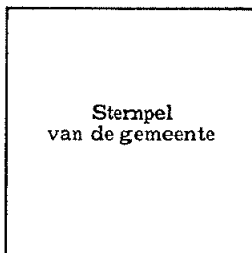
Naam en voornamen	Geboortedatum	Verwantschap met de-verzoeker (bij voorkomend geval)

3. (bij voorkomend geval) dat de gerechtelijke beslissing waardoor mijn kleinkind(eren) aan mij werd(en) toevertrouwd nog steeds van kracht is (2);
4. (bij voorkomend geval) dat mijn met mij samenwonend(e) kind(eren) en/of kleinkind(eren), zoals blijkt uit de beslissing(en) getroffen op (dat(um)(a)) ..... door (naam en adres van de instantie(s) van wie de beslissing(en) uitgaat(t)(n)) ..... (2);  
nog steeds voor minstens 86 % getroffen is (zijn) door ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen;
5. dat ik, zoals blijkt uit de beslissing getroffen op (datum) ..... (naam en adres van de instantie van wie de beslissing uitgaat) ..... nog steeds voor minstens 80 % gehandicapt ben (3);
6. dat het jaarbedrag van mijn bruto-inkomen, gevoegd bij dat van de met mij samenwonende perso(o)n(en), niet hoger is dan.....F (4).

Ik verbind mij ertoe de bepalingen van het artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 februari 1982 tot vaststelling van een sociaal telefoontarief na te leven.

Datum en handtekening,

- (1) Schrappen wat niet toepasselijk is.
- (2) Alleen in te vullen door de genothebbers van ten volle 70 jaar.
- (3) Betreft enkel de tijdelijk gehandicapten.
- (4) Met ingang van..... beloopt dit bedrag .....F voor een allenwonende.  
Dit bedrag wordt met ..... F verhoogd voor elke met hem samenwonende persoon.



Ondergetekende, (naam en hoedanigheid van de gemeentelijke ambtenaar) .....  
.....  
bevestigt de juistheid van de verklaringen hierboven afgelegd onder de nrs. 1 en 2.

Datum en handtekening,

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 25 juni 1985.

De Staatssecretaris voor Postertijen, Telegrafie en Telefonie,  
P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH